



Georges Corm

“L’instrumentalisation du religieux est dramatique”

Economiste, historien, professeur à l’université Saint-Joseph de Beyrouth, auteur de nombreux ouvrages, dont le *Proche-Orient éclaté* (Gallimard, collection « Folio histoire »), régulièrement réédité et actualisé, Georges Corm est également consultant auprès de divers organismes internationaux. Son dernier livre, *Pour une lecture profane des conflits* (La Découverte), regroupe plusieurs études dans lesquelles il s’attache à « déconstruire les logiques de guerre et de conflits » bâties autour de la thèse du choc des civilisations. Il expose pour nous son analyse des révoltes arabes et de la crise syrienne.

PROPOS RECUEILLIS PAR CHARLOTTE D’ORNELLAS

Presque deux ans après son déclenchement, quel regard portez-vous aujourd’hui sur le « printemps arabe » ?

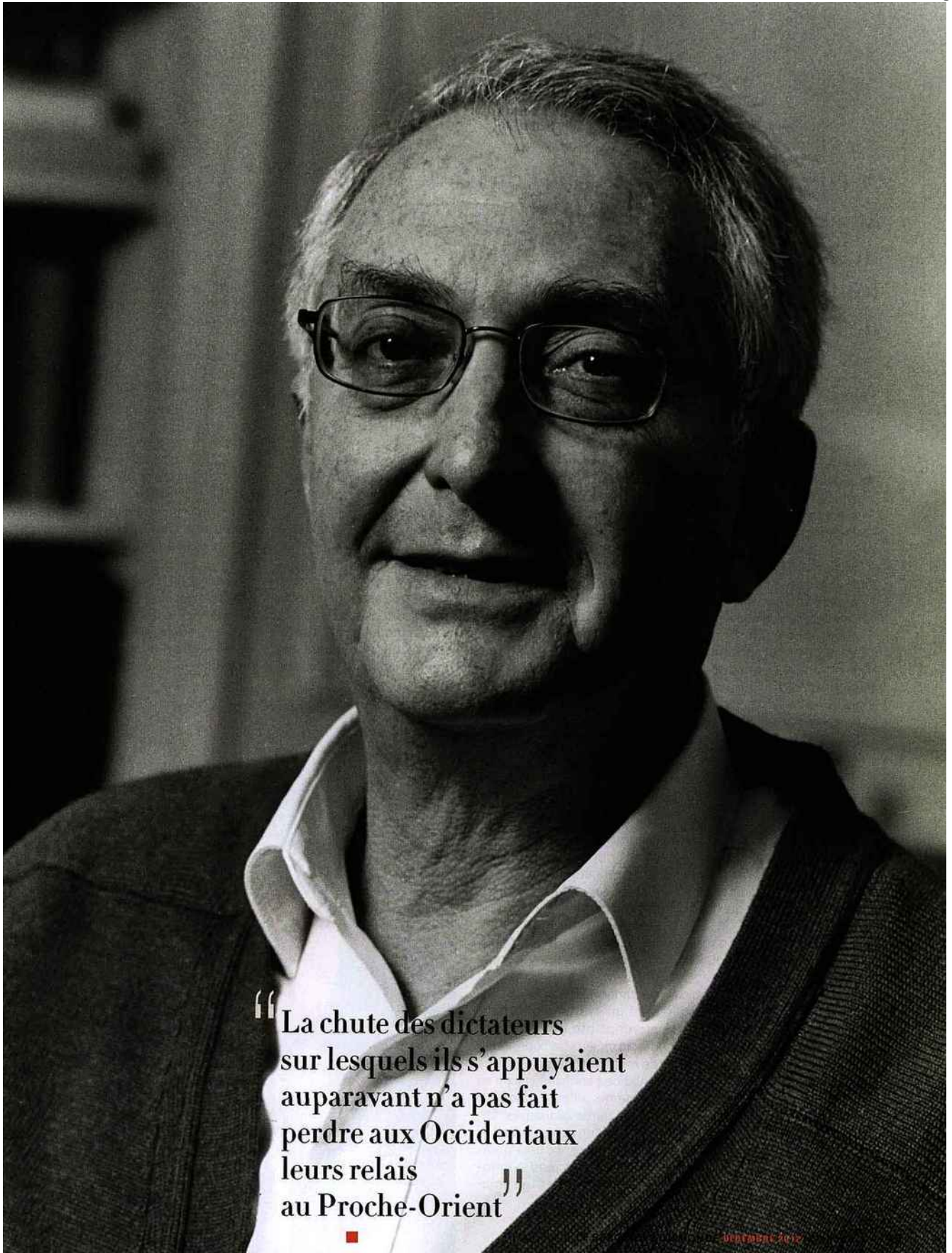
■ Il faut en revenir à l’origine de ces révoltes. Entre février et mars 2011, toutes les sociétés arabes se sont retrouvées dans la rue pour contester les pouvoirs en place. L’élément déclencheur a été le facteur socio-économique. La montée du chômage et des injustices sociales devenait, en effet, insupportable pour ces populations. Il ne faut y voir aucun complot. Il est impossible de pousser des millions de gens dans les rues, de la Mauritanie jusqu’à Oman. Au début,

d’ailleurs, les grandes puissances occidentales ont été désarçonnées, et je ne pense pas que les monarchies du Golfe, qui ont des moyens considérables, avaient un intérêt dans ces soulèvements. Mais, au bout de plusieurs semaines, les choses ont commencé à changer lorsqu’on a vu se nouer l’alliance de grandes démocraties occidentales avec les pétromonarchies, qui pratiquent le fondamentalisme islamique le plus aigu. L’événement le plus révélateur à cet égard, qui a été peu couvert par les médias, aura été l’intervention des troupes saoudiennes pour réprimer la révolte

au royaume de Bahreïn, où la famille régnante a la main lourde envers la population déshéritée.

Comment cette alliance s’est-elle nouée ?

■ En réalité, l’alliance entre les pays européens, les Etats-Unis et les mouvances islamiques fondamentalistes n’est pas nouvelle. C’est même une vieille histoire, dont les prémices remontent quasi à l’expédition de Bonaparte en Egypte, mais qui prend vraiment corps au lendemain de la Première Guerre mondiale. Depuis, elle a toujours servi à lutter contre les aspirations nationales de type laïque, puis contre les communistes. On sait comment,



“ La chute des dictateurs
sur lesquels ils s’appuyaient
auparavant n’a pas fait
perdre aux Occidentaux
leurs relais
au Proche-Orient ”

“ Je comprends très bien que l'on n'ait aucune sympathie pour le régime syrien, mais dans une guerre civile, il faut écouter toutes les parties, à moins de ne pas désirer l'apaisement... ”

lors de la première guerre d'Afghanistan (1979-1989), les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite, avec l'aide des services secrets pakistanais, ont suscité, armé et encadré les groupes de djihadistes qui continuent, aujourd'hui, à se réprendre dans le monde.

Quelles ont été les conséquences de cette alliance sur le « printemps arabe » ?

■ Elles ont été dramatiques. Les mouvances islamiques, en effet, ont confisqué ces révoltes, avec l'appui des grandes puissances occidentales et des monarchies du Golfe. Je n'ai pas été surpris que des élections plus ou moins libres aient été remportées par ces mouvances en Tunisie et en Egypte. Elles sont présentes depuis des années et très infiltrées dans les milieux populaires, par le biais d'un réseau d'organisations non gouvernementales (ONG) islamiques qui conditionnent leur aide aux familles au respect du code d'habillement à la wahhabite ou à la pakistanaise. Elles ont largement profité du recul du rôle de l'Etat dans la protection sociale. D'autant que les financements étaient quasi ouverts. Un des ministres du gouvernement égyptien a même annoncé publiquement que plus d'un milliard de dollars était entré en Egypte un mois après la chute de Moubarak. Alors que les éléments libéraux, qui ont été à

l'origine de la révolution, n'ont pas bénéficié des mêmes moyens financiers et sont partis en ordre dispersé.

Mais avaient-ils seulement une chance de gagner ?

■ C'est toute la question. En effet, nombre de ces libéraux ont vécu en Occident et connaissent finalement assez mal leur propre pays. Ils se sont, en quelque sorte, plus ou moins « dénationalisés », ce que j'estime très grave. La perte d'idéal national a ouvert la voie à un « nationalisme islamiste » qui n'est qu'un nationalisme d'apparence et de religiosité extérieure... Et par rapport aux libéraux, il ne faut pas oublier, non plus, que les Frères musulmans tunisiens ou égyptiens ont bénéficié, auprès du peuple, d'une position de martyr, du fait de l'interdiction dont ils furent longtemps frappés et des emprisonnements.

Mais aujourd'hui, la question est de savoir si ces derniers peuvent proposer les solutions économiques nécessaires au pays. Jusqu'à présent, je n'ai vu aucun document de leur part proposant un système alternatif susceptible de casser le cercle vicieux de l'économie de rente, du chômage et des injustices sociales... Il en va de même, ailleurs, dans les autres partis islamistes. Or, dans l'islam, comme dans le christianisme, il existe pourtant des doctrines économiques et sociales qui pour-

raient servir de base de réflexion en vue d'un tel système alternatif.

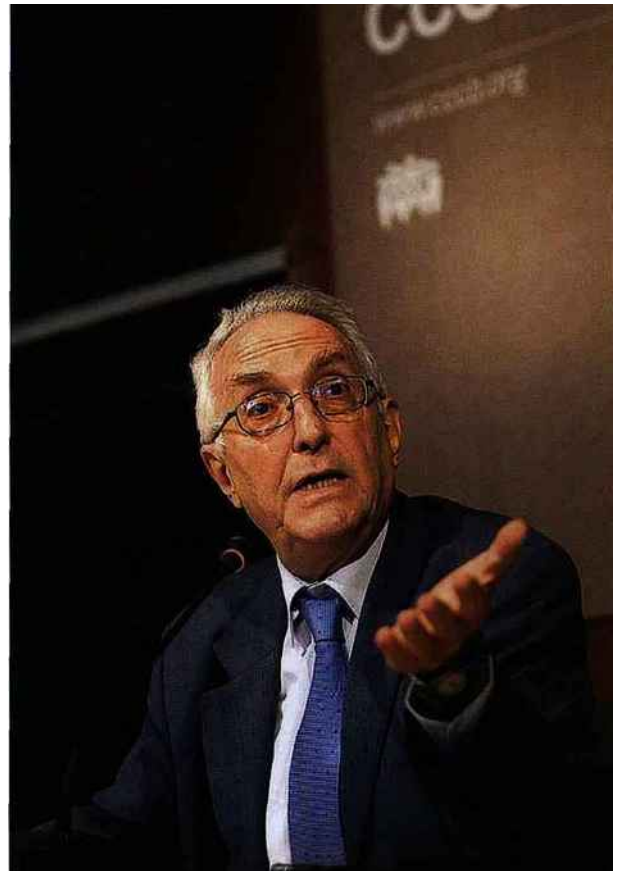
Quel est l'intérêt des puissances occidentales à soutenir la mouvance islamiste ?

■ Cette mouvance a contribué à diluer, voire même à éliminer, tout ce qui aurait pu forger une conscience nationale. Ainsi a-t-elle abandonné toute revendication sociale collective, et même toute réelle revendication touchant à la dignité nationale, y compris

dans le rapport à l'Occident et à Israël. Pourtant, à l'origine des révoltes arabes, il y avait là une demande très forte. C'est pourquoi les Occidentaux ne sont pas trop inquiets. Du reste, la chute des dictateurs sur lesquels ils s'appuyaient auparavant ne leur a pas fait perdre leurs relais dans la région.

Que se passe-t-il vraiment en Syrie ?

■ La situation est très différente, car il y a une intervention extérieure massive... Cela avait été déjà le cas en Libye, mais on ne peut comparer les deux régimes. Kadhafi était un homme fantasque et cruel, qui n'avait pas construit d'Etat. Le cas du régime syrien est bien différent. Les aspects les plus totalitaires du régime ont disparu après la mort, en 2000, de Hafez al-Assad et l'arrivée au pouvoir de son fils Bachar. Parallèlement à une légère ouverture politique, ce dernier



a entrepris une réelle ouverture économique qui a été négative, engendrant un début de crise sociale. D'autant qu'au même moment, le pays a dû essuyer plusieurs années de sécheresse qui ont durement frappé les paysans, qui constituaient la base sociale principale du régime. Et qu'à partir de 2003, il a dû assumer le poids d'un million et demi de réfugiés irakiens. Ce faisant, Bachar ne faisait que se conformer aux recommandations néolibérales des fonds d'investissements occidentaux. Lisez le rapport du Fonds monétaire international (FMI) sur la Syrie de 2010 : il est ultrapositif !

Un fort mécontentement est donc né et a enflé. Le régime l'a ignoré. Et cela a débouché sur les manifestations de mars 2011. Mais ce premier mouvement de révolte s'est arrêté depuis longtemps. Un grand nombre de personnes qui se battent aujourd'hui contre le régime ne sont pas syriennes. A tel point qu'aux yeux d'une grande partie de la population, l'armée régulière, qui, pourtant n'y va pas de main morte, est désormais préférable à la loi des milices sauvages appuyées par l'étranger.

Quel rôle jouent les puissances occidentales dans ce conflit ?

■ Contrairement à ce qui s'est passé en Libye, il n'y a pas eu de bombardements de l'Otan, mais il y a bien, en revanche, des bombardements médiatiques destinés à accélérer la chute espérée du régime. Je remarque d'ailleurs qu'en Occident, le débat démocratique n'existe guère dès qu'il s'agit de politique extérieure. Il y a même, en ce domaine, un unanimité aussi étrange qu'affligeant.

Mais quel enjeu représente, aujourd'hui, la guerre en Syrie ?

■ L'enjeu est d'abord régional.

L'Occident a un objectif majeur, qui est d'assurer la protection d'Israël en dissuadant l'Iran de devenir une puissance nucléaire et en coupant les liens de la Syrie avec le Hezbollah libanais. En effet, le Hezbollah a déjà infligé deux défaites à l'Etat hébreu : en 2000, en le contraignant à se retirer du sud du Liban après vingt-deux ans d'occupation ; en 2006, en l'empêchant de rentrer à nouveau dans le pays. De ce point de vue, la chute de Bachar al-Assad permettrait de stopper l'approvisionnement en armes du Hezbollah et d'affaiblir l'Iran. Ce qui pourrait permettre l'économie d'une guerre que les Etats-Unis ne veulent pas mener, en dépit des pressions d'Israël.

Mais en admettant que Bachar tombe et que l'Iran soit neutralisé, cela ne fera pas disparaître, comme par enchantement, la question palestinienne, qui est la question centrale au Proche-Orient. En effet, cette question ne quittera jamais la conscience collective de la majorité des Arabes.

Pour en revenir à la Syrie, l'enjeu est également international. La Chine et la Russie désirent briser l'unilatéralisme américano-européen dans la région. Les Russes entendent faire oublier les années Eltsine, pendant lesquelles ils ont dû faire profil bas sur la scène internationale. Plus précisément, ils n'ont pas oublié qu'en Libye, l'Otan a déclenché sa campagne de bombardements alors que celle-ci n'était pas prévue par la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU, votée le 17 mars 2011. Ils ont eu alors le sentiment de s'être fait avoir. C'est pourquoi, concernant la Syrie, ils bloquent – avec la Chine – toute résolution. Ils entendent d'autant moins se laisser faire qu'ils sont bien conscients du risque de voir de constituer autour d'eux une ceinture d'Etats à la

dévotion de Washington, essayant l'islamisme dans tout le Caucase !

Quelles pourraient être les conséquences d'une chute de Bachar al-Assad ?

■ Les mêmes qu'en Irak. Il est bien beau de vouloir la chute de Bachar, mais si rien n'est planifié par la suite, cela peut être dramatique. L'islamisme est promu sous diverses formes, et nous savons qu'une internationale de combattants djihadistes s'est formée pour combattre en Syrie. On peut donc craindre légitimement le chaos. Une crainte que personne, ou presque, parmi les politiques et les médias, n'exprime. Je comprends très bien que l'on n'ait aucune sympathie pour le régime syrien, mais dans une guerre civile, il faut écouter toutes les parties, à moins de ne pas désirer l'apaisement...

Quelle place occupe le facteur religieux ?

■ Il faut absolument débarrasser la politique de toute considération métaphysique et émotionnelle, pour revenir à une analyse multifactorielle des causes des conflits et s'éloigner d'une analyse idéologique débilite par la division des protagonistes entre « bons » et « méchants ». Pourquoi ? Tout simplement parce que cette vision paralyse toute opposition à des guerres injustes. La politique des Etats-Unis dans la région vise à créer le maximum de dissensions entre les communautés religieuses et ethniques, notamment entre sunnites et chiites. Nous en faisons tous les frais. L'instrumentalisation du religieux a des conséquences dramatiques. D'autant que derrière cette instrumentalisation, se cachent de sordides intérêts de puissance.

Nous avons déjà eu droit à cela en Irak : quelques mois avant l'invasion, tous les médias se sont déchaînés en

disant que le problème venait d'une petite minorité sunnite qui opprimait les chiites. Ce n'était absolument pas la vérité, puisque la dictature de Saddam Hussein s'exerçait sur toutes les communautés. Le même argumentaire fonctionne cinq ans plus tard... Ça à l'air si simple, et tout le monde pense avoir compris ! Alors que Bachar et son clan, qui détiennent les clés du pouvoir, sont en majorité alaouites (chiites dissidents), l'armée syrienne régulière est composée en majorité de sunnites, reflétant ainsi la majorité de la population...

Quelles conséquences le conflit syrien a-t-il déjà, et pourrait avoir, par la suite, au Liban ?

■ Depuis quelques mois déjà, le Liban est devenu un couloir d'acheminement d'armes et de djihadistes vers la Syrie. Sur le plan interne, la situation a cristallisé au Liban deux camps opposés : celui du 14-Mars, autour de Saad Hariri, le fils de l'ancien Premier ministre assassiné en 2005, allié des puissances occidentales et des pétromonarchies du Golfe ; celui du 8-Mars, allié de la Syrie et de l'Iran. Cette opposition existait déjà, mais le contexte l'a rendu plus violente encore. Le but est probablement de priver le Hezbollah de son appui syrien et de l'entraîner dans des combats intercommunautaires susceptibles de neutraliser toute résistance en cas de nouvelle attaque israélienne. C'est toutefois oublier que si le Hezbollah est bien soutenu par la Syrie et l'Iran, il a aussi sa propre dynamique interne, que l'on aurait tort de sous-estimer. ■

A lire **Pour une lecture profane des conflits. Sur le « retour du religieux » dans les conflits contemporains du Moyen-Orient** de Georges Corm, *La Découverte*, 280 pages, 19,50 €.